



**HAL**  
open science

## Un illusoire consensus ? La densité politique de la Coupe du monde de football en Amérique latine

Guillaume Fleury, Lucas Gómez, Frédéric Louault

### ► To cite this version:

Guillaume Fleury, Lucas Gómez, Frédéric Louault. Un illusoire consensus ? La densité politique de la Coupe du monde de football en Amérique latine. Les Études du CERI, 2014, n° 207-208, pp.68 - 80. hal-03470280

HAL Id: hal-03470280

<https://sciencespo.hal.science/hal-03470280v1>

Submitted on 8 Dec 2021

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

Quatrième partie

## **L'Amérique latine en perspective**

## Un illusoire consensus ?

### La densité politique de la Coupe du monde de football en Amérique latine

Guillaume Fleury, Lucas Gómez et Frédéric Louault

L'année 2014 a été chargée au plan politique et sportif en Amérique latine. Parmi les neuf pays de la région qualifiés pour la Coupe du monde masculine de football, qui s'est déroulée du 12 juin au 13 juillet 2014 au Brésil, quatre ont tenu la même année des élections générales : le Costa Rica (février), la Colombie (mai-juin), le Brésil (octobre) et l'Uruguay (octobre). La convergence des calendriers a été particulièrement marquante en Colombie, où le second tour de l'élection présidentielle s'est joué le 15 juin, le lendemain de la victoire de la sélection nationale contre la Grèce. Si aucune étude d'analyse électorale n'a pu, à notre connaissance, prouver une corrélation réelle entre les résultats des équipes nationales de football et les comportements électoraux (vote-sanction en cas de défaite ou vote de reconnaissance en cas de succès), les enjeux politiques du football n'en sont pas moins importants et repérables à différents niveaux. Ils se manifestent avec une vigueur et une visibilité accrues à l'approche d'un événement aussi populaire et médiatisé qu'une Coupe du monde.

La Coupe du monde 2014 a pris une dimension particulière pour les nations latino-américaines engagées. Le « continent du football<sup>1</sup> » n'avait en effet plus accueilli cette compétition depuis le Mondial de 1986 au Mexique, et jamais une équipe d'un autre continent n'avait remporté jusqu'alors une Coupe du monde en terres latino-américaines<sup>2</sup>. D'un point de vue sportif, le bilan de la compétition est paradoxal. Alors que le Brésil était le grand favori pour remporter à domicile un sixième titre mondial et affirmer sa domination sur ce sport, la compétition s'est soldée par la plus grande humiliation sportive de l'histoire du pays, en demi-finale face à l'Allemagne (sept buts à un), après plusieurs prestations très critiquées. Et c'est une équipe européenne qui a finalement soulevé le trophée, avec la victoire de l'Allemagne face à l'Argentine au stade Maracanã le 13 juillet 2014 (un but à zéro après prolongations). Pourtant, sept des neuf équipes latino-américaines engagées dans la compétition s'étaient qualifiées pour les huitièmes de finale<sup>3</sup>. L'Amérique latine était le continent le mieux représenté à ce niveau, devant l'Europe (six équipes) et l'Afrique (deux équipes). Quatre équipes latino-américaines s'étaient ensuite qualifiées pour les quarts de finale, deux pour les demi-finales et une pour la finale<sup>4</sup>. Plusieurs équipes de la région ont d'ailleurs marqué la compétition par leurs performances historiques (Costa Rica), leur style de jeu (Colombie) et leur combativité (Mexique, Chili).

Au-delà des enjeux sportifs, l'organisation d'un méga-événement comme une Coupe du monde de football génère des forces de pouvoir (*panem et circenses*) et des forces de mobilisation (soutiens, résistances)<sup>5</sup>. La Coupe du monde 2014 offre un cadre d'étude pertinent et passionnant pour étudier l'articulation d'un événement sportif à des processus politiques, pour mettre à jour les stratégies de

<sup>1</sup> F. Archambault, « Le continent du football », *Cahiers des Amériques latines*, n° 74, 2014, pp. 15-35 (<http://cal.revues.org/2963>). Cette introduction du dossier « L'autre continent du football » est notamment riche en références bibliographiques sur le football en Amérique latine.

<sup>2</sup> La compétition avait été remportée par l'Uruguay en 1930 (à domicile) et en 1950 (au Brésil), par le Brésil en 1962 (au Chili) et en 1970 (au Mexique), par l'Argentine en 1978 (à domicile) et en 1986 (au Mexique).

<sup>3</sup> Seuls l'Equateur et le Honduras, tous deux engagés dans le groupe E avec la France et la Suisse, n'ont pas passé le premier tour. Le Brésil, la Colombie, le Costa Rica et l'Argentine ont terminé en tête de leurs groupes respectifs. La sensation est venue du groupe D, où le Costa Rica et l'Uruguay ont éliminé l'Angleterre et l'Italie, tandis que dans le groupe B, le Chili éliminait l'Espagne tenant le titre pour arracher la qualification aux côtés des Pays-Bas. Plusieurs pays peu réputés pour leurs performances footballistiques – comme le Costa Rica, la Colombie, ou dans une moindre mesure le Mexique – ont également fait un tournoi remarqué.

<sup>4</sup> Il n'est certes pas rare de voir deux équipes latino-américaines atteindre simultanément les demi-finales (ce fut le cas en 1930, 1950, 1962, 1970 et 1978). A deux reprises, des équipes latino-américaines se sont même affrontées en finale (Uruguay-Argentine en 1930, puis Uruguay-Bราซิล en 1950).

<sup>5</sup> S. Baller, M. Saavedra, « La politique du football en Afrique : mobilisations et trajectoires », *Politique africaine*, n° 118, 2010, pp. 5-21 ([www.politique-africaine.com/numeros/pdf/intro/118005%20intro.pdf](http://www.politique-africaine.com/numeros/pdf/intro/118005%20intro.pdf)).

politisation ou de dépolitisation développées par les acteurs sociaux, ou encore pour observer le rôle du football dans la sédimentation des identités nationales et des représentations collectives en Amérique latine. Quelles sont les logiques de cette politisation par le football ? Quels en sont les acteurs ? Comment cherchent-ils à cadrer les enjeux ? Comment gèrent-ils l'imprévisibilité et la réversibilité de leurs luttes interprétatives ? Dans un contexte de médiatisation outrancière, les stades de football constituent des caisses de résonance pour diffuser des messages politiques, ou manifester de manière plus basique un mécontentement. Mais la densification politique est également patente en dehors des stades, lorsque des groupes sociaux trouvent dans la Coupe du monde un contexte d'opportunité pour faire entendre des revendications politiques et sociales, ou lorsque des supporters prennent la rue pour mettre en scène leurs rivalités en mobilisant des registres violents. C'est ce sur quoi nous proposons de réfléchir dans ce dossier en réévaluant, sur la base d'une mise en perspective historique, certains enjeux liés à la préparation et au déroulement de la Coupe du monde 2014.

Au niveau méthodologique, deux approches peuvent être distinguées pour étudier les rapports entre football et politique : a) observer comment le football pénètre la sphère politique ; b) observer comment le politique se saisit du football. Nous cherchons ici à articuler ces deux dimensions en analysant à la fois les processus de densification politique d'une compétition sportive et les usages du football dans la compétition politique.

Dans la première partie du dossier, nous montrons comment le football peut faire l'objet d'un processus de densification politique, pour devenir, dans certains contextes, un élément important de la compétition politique et des luttes de pouvoir. Cette entrée du football dans l'espace du jeu politique peut s'observer à différents niveaux de pouvoir (local, national, international). Deux cas d'étude alimentent ici nos analyses : la manifestation publique d'un dissensus au sujet de l'organisation de la Coupe du monde 2014 au Brésil et la politisation d'un fait de jeu qui a eu lieu pendant l'événement, à savoir l'exclusion du joueur uruguayen Luis Suárez pour avoir mordu un défenseur italien durant un match, le 24 juin 2014. Dans la seconde partie, nous présentons certains défis que peuvent soulever la ferveur et la passion pour le football en termes de rapport à la violence et de maintien de l'ordre public. Nous nous appuyons là encore sur des événements ayant eu lieu durant cette Coupe du monde : d'une part, la mise en scène – parfois violente – des rivalités entre supporters argentins et chiliens sur le territoire du pays organisateur et d'autre part, les troubles survenus en Colombie lors des célébrations des victoires de l'équipe colombienne et les réactions des autorités publiques pour contenir les débordements violents.

## **LA COUPE DU MONDE 2014, UN ÉVÉNEMENT POLITIQUE ?**

De par sa popularité, son poids économique et le traitement médiatique dont il est l'objet, le football est régulièrement saisi par les acteurs politiques<sup>6</sup>. La Coupe du monde 2014 constitue un cas stimulant pour étudier les phénomènes de politisation qui se développent autour du football et à travers le football en Amérique latine. Nous observons dans cette partie l'influence du football dans la politique interne des pays d'Amérique latine à partir de deux cas d'étude : la politisation des enjeux liés à l'organisation de la compétition au Brésil et les réactions politiques à un fait de jeu en Uruguay, à savoir la suspension de Luis Suárez pour avoir mordu un joueur italien.

---

<sup>6</sup> Sur ce thème, nous renvoyons au dossier « Les terrains politiques du football », *Politique africaine*, n° 118, 2010.

## La densification politique de l'événement au Brésil (2007-2014)

Le 30 octobre 2007, le président de la Fédération internationale de football association (FIFA), Sepp Blatter, annonce officiellement le choix du Brésil comme pays-hôte de la Coupe du monde masculine de football pour l'édition 2014. Pour la septième fois dans l'histoire de la compétition, la Coupe du monde allait être organisée en Amérique latine. A cette époque, tout sourit au Brésil et à son président Luis Inácio Lula da Silva, qui a été réélu pour un second mandat un an auparavant presque jour pour jour. Dans un discours au ton volontiers impertinent et provocateur, Lula annonce :

« Au fond, nous assumons une responsabilité en tant que nation, en tant qu'Etat brésilien, pour prouver au monde que nous avons une économie croissante, stable, que nous sommes un des pays qui a une stabilité conquise. [...] Soyez certains que le Brésil saura, fièrement, faire son devoir, réaliser une Coupe du monde pour laquelle aucun Argentin n'aura à redire. Nous ne choisirons pas qui sera en finale avec le Brésil<sup>7</sup>. »

Derrière l'enthousiasme irréprouvable d'un homme passionné par le football (et qui voit dans ce sport une « passion nationale »), le discours est teinté de responsabilité. Il présente un Brésil émergé et dynamique qui affirme son leadership régional et qui « montre ses muscles » à la communauté internationale. Le soir de l'annonce, la fête bat son plein dans les grandes villes du Brésil, et en particulier dans les douze villes sélectionnées pour le déroulement des rencontres<sup>8</sup>. La société célèbre à l'unisson, et comme une consécration, le fait de pouvoir accueillir sur son territoire l'une des rencontres sportives les plus médiatisées au monde. Le président de la Confédération brésilienne de football, Ricardo Teixeira, prolonge la narration officielle qui présente l'événement comme une « conquête historique » qui laissera « un héritage permanent » pour le Brésil<sup>9</sup>.

Mais à l'approche de la Coupe du monde, l'enthousiasme retombe et les enjeux liés à l'organisation de l'événement font peser une pression croissante sur le Brésil. Alors que les autorités du football rivalisent de métaphores pour souligner l'importance du football au Brésil, les Brésiliens veulent quant à eux faire de cette Coupe du monde un exutoire. Une victoire de l'équipe nationale, la Seleção, leur permettrait enfin de digérer le drame collectif du *maracanaço*, lorsque le Brésil avait perdu la finale de la Coupe du monde de 1950 au stade Maracanã de Rio de Janeiro, devant plus de 200 000 spectateurs médusés. Mais le Mondial 2014 jouera au contraire un rôle de catharsis, le spectacle tragique offert par la Seleção le 8 juillet face à l'Allemagne et la lourde défaite provoquant une sorte de purification (temporaire) des passions sportives<sup>10</sup>.

Au niveau économique, l'organisation de l'événement avait été présentée par les décideurs politiques comme un formidable stimulus pour la croissance brésilienne : avant le début de la compétition en raison des grands travaux à engager (rénovation des stades, infrastructures de transports, projets de renouvellement urbain dans les villes-hôtes, etc.) ; durant la compétition en raison de l'intensification des flux touristiques (et donc des rentrées de devises) ; et enfin après la compétition grâce à l'attractivité accrue du Brésil comme destination touristique. Nombre d'économistes avaient pourtant relativisé, à partir d'expériences précédentes comme la Coupe du monde 2010 en Afrique du Sud, l'impact

---

<sup>7</sup> Discours de Luiz Inácio Lula da Silva lors de la cérémonie célébrant la sélection du Brésil comme pays-hôte de la Coupe du monde 2014, le 30 octobre 2007, Bibliothèque digitale de la présidence de la République fédérative du Brésil (document consulté le 30 septembre 2014) (nous traduisons).

<sup>8</sup> Brasília, Belo Horizonte, Curitiba, Cuiabá, Fortaleza, Manaus, Natal, Porto Alegre, Recife, Rio de Janeiro, Salvador de Bahia et São Paulo.

<sup>9</sup> F. Louault, « Brésil : la coupe est pleine », *Alternatives internationales*, Hors-série n° 14, janvier 2014, pp. 122-123 ([www.alternatives-internationales.fr/bresil--la-coupe-est-pleine\\_fr\\_art\\_1269\\_66691.html](http://www.alternatives-internationales.fr/bresil--la-coupe-est-pleine_fr_art_1269_66691.html)).

<sup>10</sup> Pour souligner le parallèle entre les défaites de 1950 et de 2014, la presse a qualifié de *Mineiraço* la défaite du Brésil face à l'Allemagne dans le stade Mineirão de Belo Horizonte.

économique lié à l'organisation d'un tel événement<sup>11</sup>. A partir de 2011, le ralentissement de la croissance et la détérioration d'une série d'indicateurs économiques, alors même que le Brésil devait bénéficier de l'effet Coupe du monde, accroissent la pression sur le gouvernement.

Dans le même temps, la multiplication de scandales de corruption – liés ou non aux travaux mis en œuvre pour la préparation de l'événement – renforce la défiance de la population et exerce une contrainte d'ordre politique sur le gouvernement. Le récit gouvernemental officiel visant à présenter l'organisation de la Coupe du monde comme une aubaine pour le Brésil commence à sonner faux et les premiers signes de mécontentements se font entendre. Des manifestations contre la corruption s'organisent dans plusieurs villes, dont Brasília, Salvador, São Paulo et Rio de Janeiro. En octobre 2011, plusieurs milliers de personnes descendent sur la plage de Copacabana à Rio et plantent des balais dans le sable afin d'inviter les Brésiliens à « balayer » la classe politique. Elue en octobre 2010 à la présidence de la République, Dilma Rousseff cherche pourtant à réagir. Elle limoge les membres de son gouvernement dès la moindre mise en cause. Entre juin et décembre 2011, sept ministres sont démis de leurs fonctions (dont ceux des Sports, du Tourisme et des Transports, tous trois très liés à l'organisation de la Coupe du monde). Des scandales touchent aussi les échelons inférieurs de pouvoir (Etats, municipalités), ainsi que des entreprises publiques et privées, renforçant la perception d'un fossé grandissant entre le peuple et ses élites<sup>12</sup>. Entre 2012 et 2014, deux facteurs vont renforcer la malaise : 1) la détérioration continue des indicateurs économiques ; 2) la publication des montants investis par les pouvoirs publics pour préparer l'événement, et en particulier pour rénover ou reconstruire les stades. Face aux abus, aux coûts et aux retards, une part croissante de la population se sent dépossédée des bénéfices économiques de la Coupe du monde.

Au niveau de la politique extérieure enfin, l'organisation de la Coupe du monde a une forte valeur symbolique : cela doit permettre au Brésil de renforcer son image de puissance mondiale et de faire reconnaître son nouveau statut de pays émergé. Ces enjeux d'affirmation identitaire comportent d'ailleurs une double dimension régionale (les rivalités Brésil/Argentine par exemple) et inter-régionale (la compétition entre une Amérique latine « émergente » en quête de reconnaissance et une « vieille » Europe en quête de dynamisme). Si Lula puis Dilma s'amuse à provoquer le voisin argentin – qui leur rendra la pareille durant la compétition – c'est avant tout aux partenaires du Nord qu'ils cherchent à « prouver » la capacité du Brésil à tenir son rang. Cette ambition implique en retour une intensification de la pression médiatique internationale sur le Brésil. Certains médias ne ménagent d'ailleurs pas leurs efforts pour souligner la moindre difficulté rencontrée par les organisateurs dans la préparation de l'événement, pour rechercher dans l'actualité un quelconque indice susceptible de remettre en cause la capacité du Brésil à tenir les engagements qu'il s'est, pour certains, lui-même imposés lors de la constitution du dossier de candidature. Le cadrage médiatique se focalise ainsi sur les retards, les coûts, les accidents, les violences lors des mouvements de protestation, etc. A l'approche de l'événement, le Brésil fait l'objet d'une grande attention médiatique mais voit peu à peu son image écorchée à l'international. Certaines critiques trouvent d'ailleurs des relais efficaces sur la scène politique nationale, via des personnalités comme l'ancien footballeur Romário. Rendu célèbre par le football (il fut champion du monde en 1994), il a réinvesti politiquement son capital social pour se faire élire député fédéral en 2010 pour le Parti socialiste brésilien. Il a ensuite su consolider ses positions politiques et sa visibilité à travers le football, en assumant dès 2011 une position très critique

---

<sup>11</sup> A propos de la Coupe du monde de 2010, voir par exemple : G. Raballand, S. Dessus, « Coupe du monde : et si l'histoire se répétait quatre ans après l'Afrique du Sud ? », *Le Monde*, 27 juin 2013 ([www.lemonde.fr/idees/article/2013/06/27/coupe-du-monde-et-si-l-histoire-se-repetait-quatre-ans-apres-l-afrique-du-sud\\_3437829\\_3232.html](http://www.lemonde.fr/idees/article/2013/06/27/coupe-du-monde-et-si-l-histoire-se-repetait-quatre-ans-apres-l-afrique-du-sud_3437829_3232.html)); ou encore, sur d'autres cas d'étude, l'ouvrage de N. Didry, *Les Enjeux de l'événement sportif : approche économique et études de cas*, Paris, L'Harmattan, 2010.

<sup>12</sup> Par exemple l'affaire Cachoeira dans l'Etat de Goiás. Pour en savoir plus sur ce scandale de corruption, voir O. Dabène, F. Louault, *Atlas du Brésil*, Paris, Autrement, 2013, p. 73.

à l'encontre de la FIFA et dénonçant les conditions d'organisation de la Coupe du monde 2014<sup>13</sup>. Le 5 octobre 2014, il a été facilement élu sénateur de la République<sup>14</sup>.

A tous les niveaux, la population brésilienne a progressivement été gagnée par un certain désenchantement à propos de la Coupe du monde, relayé par la presse internationale. En parallèle, cet événement initialement présenté par les pouvoirs publics comme supra-politique – dans le sens où il dépasserait les clivages partisans – a connu un phénomène de densification politique sous la pression de certains acteurs (mouvements sociaux, organes de presse, etc.). Ce processus de politisation de l'événement a mis plusieurs années à se structurer. Il se développe d'abord de manière latente voire imperceptible, pour ensuite se formuler de manière beaucoup plus directe et brutale à partir de 2013 à la faveur d'un fait conjoncturel : les mobilisations de juin 2013.

Le mouvement de juin 2013, qui s'est déclenché d'abord dans certaines villes, puis a pris en quelques jours une ampleur nationale, a joué un rôle fondamental dans la politisation des enjeux liés à la Coupe du monde. Le déclenchement puis la massification des manifestations répondent à une conjonction de facteurs politiques, économiques et sociaux, dans un contexte particulier. Les principales manifestations se sont déroulées entre le 17 et le 22 juin 2013. Or, du 15 au 30 juin 2013, le Brésil accueillait la Coupe des confédérations de football, souvent présentée dans les médias comme une répétition générale pour la Coupe du monde. Les manifestants ont su saisir l'opportunité que leur conférait ce contexte pour donner de la visibilité au mouvement. Initialement centré sur une revendication particulière et ciblée (l'annulation de la hausse des tarifs des transports publics), le mouvement se fragmente ensuite en une multitude de revendications et de cibles : hausse du coût de la vie, mauvaise qualité des services publics (transports, santé, éducation), dénonciation de la corruption, demande d'une réforme politique, etc.<sup>15</sup>. Parmi ces revendications « secondaires » (au sens de non originelles), les critiques directement liées à l'organisation de la Coupe du monde ont trouvé une place de choix : montant des dépenses liées à l'organisation de l'événement (en particulier pour la rénovation des stades), ingérences de la FIFA dans la politique nationale, déplacements de populations dans les zones de renouvellement urbain. L'enjeu footballistique s'est d'ailleurs greffé à différentes revendications afin de leur donner plus d'écho et de consistance. Tel fut le cas par exemple lorsque des manifestants réclamaient « des hôpitaux et des écoles aux normes de la FIFA<sup>16</sup> », ou lorsque des enseignants scandaient : « Réveillons-nous ! Un professeur vaut plus que Neymar<sup>17</sup> ». On pouvait également lire des slogans en lien avec l'actualité sportive, comme ce fut le cas au lendemain de la victoire de la sélection brésilienne contre le Japon (16 juin 2013) : « Football : Brésil 3 x Japon 0. Education : Japon 10 x Brésil 0<sup>18</sup> ». Les oppositions se sont peu à peu consolidées et structurées dans

---

<sup>13</sup> Entre 2011 et 2014, Romario a prononcé de nombreux discours virulents à l'encontre de la FIFA, de la Confédération brésilienne de football à la Chambre fédérale. Plusieurs de ces discours sont en ligne, comme son intervention lors de la commission spéciale qui analysait le 4 novembre 2011 la Loi générale de la Coupe ([www.youtube.com/watch?v=4-hVi5o4Isw](http://www.youtube.com/watch?v=4-hVi5o4Isw)). Le 15 juillet 2011, il s'inquiétait également des choix politiques réalisés pour le développement d'infrastructures dans la perspective de la Coupe du monde ([www.youtube.com/watch?v=43GYxVTvh-U](http://www.youtube.com/watch?v=43GYxVTvh-U)).

<sup>14</sup> Lors des élections générales de 2014, une quinzaine d'autres anciens footballeurs professionnels ont été candidats à des postes électifs. Plusieurs ont été élus ou réélus : Bebeto (lui aussi champion du monde en 1994) a été réélu député de l'Etat de Rio de Janeiro ; Deley (ancien joueur de Fluminense) et Danlei (ancien joueur du Grêmio) ont été réélus députés fédéraux ; Jardel (lui aussi ancien joueur du Grêmio) a été élu député de l'Etat du Rio Grande do Sul ; Raimundo « Bobô » Tavares (ancien joueur de Fluminense, Corinthians et Bahia) a été élu député de l'Etat de Bahia.

<sup>15</sup> Sur les origines et le déclenchement de ce mouvement social, voir S. Monclair, « Brésil. Des mobilisations en trompe-l'œil : retour sur les manifestations de juin 2013 », in S. Velut (dir.), C.-A. Goulet (coll.), *Amérique latine. Edition 2014-2015*, Paris, La Documentation française, 2014, pp. 49-64. Sur les enjeux politiques de ce mouvement, voir également P.-L. Mayaux, « L'épuisement du lulisme, ou la fin d'un triangle politique : retour sur les manifestations brésiennes de juin 2013 », Observatoire politique de l'Amérique latine et des Caraïbes (Opalc/Sciences Po), *Working Paper*, septembre 2014 ([www.sciencespo.fr/opalc/sites/sciencespo.fr/opalc/files/WorkingPaper\\_PLM\\_Bresil2013.pdf](http://www.sciencespo.fr/opalc/sites/sciencespo.fr/opalc/files/WorkingPaper_PLM_Bresil2013.pdf)).

<sup>16</sup> « Queremos escolas e hospitais Padrão-Fifa. »

<sup>17</sup> « Vamos acordar! Um professor vale mais que o Neymar. »

<sup>18</sup> « Futebol: Brasil 3 x Japão 0. Educação: Japão 10 x Brasil 0. »

des mouvements tels que Não vai ter Copa (Il n'y aura pas de Coupe), A Copa do Povo (La Coupe du peuple), ou encore Bom Senso Futebol Clube (Bon sens football club)<sup>19</sup>.

Cette densification politique et les usages politiques des événements sportifs par les manifestants se sont ensuite prolongés jusqu'en juin 2014 (de manière certes plus épisodique), venant contrarier la stratégie de mise en récit positive développée par le gouvernement. Celui-ci n'est pas parvenu à contenir la pression sociale générée par l'organisation de l'événement. Entre 2008 et 2014, la part des Brésiliens favorables à l'organisation de la Coupe du monde au Brésil est passée de 79 % à 48 %<sup>20</sup>. Quant à la part des Brésiliens qui y étaient opposés, elle a crû de trente-et-un points en cinq ans (passant de 10 % en 2008 à 41 % en 2014). Malgré les efforts entrepris pour éviter de nouvelles mobilisations et l'absence d'incident majeur durant la compétition, la bataille symbolique aura donc été perdue par les organisateurs de l'événement.

Durant la Coupe du monde, des actions pouvant être définies comme politiques ont également pu être observées à plusieurs reprises dans les enceintes sportives. Les stades de football constituent des caisses de résonance pour diffuser des messages politiques, faire entendre des revendications ou manifester de manière plus basique son mécontentement. Les rencontres étant retransmises dans le monde entier, ces actions difficilement contrôlables par les services de sécurité sont assurées d'une importante visibilité. Deux exemples de messages à caractère politique ont pu être observés dès la cérémonie d'ouverture, le 12 juin 2014 dans le stade Arena Corinthians de São Paulo. D'abord, le président de la FIFA Joseph Blatter et la présidente de la République du Brésil Dilma Rousseff se sont fait huer à plusieurs reprises par une partie du stade, au moment de leur entrée en tribune puis après l'hymne national brésilien<sup>21</sup>. Un hymne pourtant entonné à pleins poumons et prolongé *a capella* par les spectateurs, renforçant le hiatus entre l'attachement à la nation et le mécontentement vis-à-vis des dirigeants politiques. Puis, juste avant le coup d'envoi du match d'ouverture, trois enfants brésiliens choisis par les organisateurs (un Noir, un Indien et un Blanc) ont lâché une colombe dans le ciel pour souligner l'amitié entre les peuples et valoriser le métissage. Après le lâcher, l'un des enfants – un Indien Guarani nommé Jeguaká Mirim – a sorti de son short une banderole sur laquelle était inscrit « Démarcation maintenant<sup>22</sup> » et l'a brandie devant les tribunes. Le terme « démarcation » fait référence à la revendication de reconnaissance de droits et de délimitation de territoires pour les populations indigènes du Brésil. Si cette image n'a pas été diffusée en direct sur les chaînes de télévision (la scène a été immédiatement coupée), le geste a ensuite eu un retentissement très important.

Ces exemples montrent bien à quel point le sport, lorsqu'il est saisi par le politique, devient un instrument de légitimation réversible et difficilement contrôlable pour les gouvernants. Dans d'autres pays de la région, la participation à la Coupe du monde 2014 a également été l'occasion de mêler football et politique. Ou plus précisément d'utiliser le football à des fins politiques. Ce fut le cas par exemple en Uruguay, où l'écart de comportement d'un joueur a pris en quelques heures une dimension politique nationale et internationale.

---

<sup>19</sup> Créé en 2013, le Bom Senso Futebol Clube est un mouvement particulier puisqu'il a été initié par soixante-quinze joueurs professionnels de football brésiliens (jouant dans des clubs des séries A et B), qui revendiquent de meilleures conditions de travail. Il s'agit donc d'un groupe d'intérêts plus structuré que les mouvements sociaux qui se sont construits pour dénoncer les conditions d'organisation de la Coupe du monde.

<sup>20</sup> Source : Institut Datafolha, « Cai apoio dos brasileiros à realização da Copa do Mundo no país », 8 avril 2014 (<http://datafolha.folha.uol.com.br/opiniaopublica/2014/04/1437519-cai-apoio-dos-brasileiros-a-realizacao-da-copa-do-mundo-no-pais.shtml>).

<sup>21</sup> Tous deux avaient déjà été hués un an plus tôt, le 15 juin 2013, lors de l'ouverture de la Coupe des confédérations.

<sup>22</sup> « Demarcação Já. »

## La politisation d'un fait de jeu : l'affaire Suárez

S'il est un fait de jeu qui a fait couler beaucoup d'encre et engendré de nombreuses polémiques en Amérique latine, il s'agit bien de la morsure de l'attaquant vedette de l'Uruguay, Luis Suárez, infligée au défenseur italien Giorgio Chiellini le 24 juin 2014. En Uruguay, les réactions qui ont suivi la décision de la FIFA de suspendre Suárez pour neuf matchs en sélection nationale et de lui interdire toute pratique footballistique (entraînement inclus) pendant quatre mois ont montré combien ce pays respire le football, mais aussi à quel point la frontière entre football et politique peut être poreuse. Un simple fait de jeu peut en effet rapidement devenir un événement politique à part entière.

Dès l'annonce de la sanction infligée à Suárez par la FIFA, il n'a pas manqué un seul quotidien uruguayen pour dénoncer une peine jugée largement disproportionnée ainsi qu'un complot fomenté contre l'Uruguay par les puissants du football international. *La República* titrait ainsi « La FIFA crucifie Suárez et le sort du mondial<sup>23</sup> », tandis que les autres quotidiens insistaient sur le fait que la FIFA avait sorti du Mondial le maître à jouer de cette équipe uruguayenne<sup>24</sup>. Parmi les voix s'élevant contre une sanction jugée injuste, on retrouvait également nombre de représentants politiques et syndicaux. Le président de la République lui-même, Pepe Mujica, a ainsi déclaré que Suárez n'avait pas été sélectionné « pour être philosophe, ni pour être mécanicien, ni pour avoir de bonnes manières<sup>25</sup> ». On peut mesurer ici toute la distance qui sépare un pays comme l'Uruguay qui respire le football jusque dans les plus hautes sphères de l'Etat et un pays comme la France où tout dérapage des joueurs de la sélection fait renaître l'éternel débat sur le supposé exemple que doivent donner les sélectionnés. Dans le même temps, la confédération syndicale PIT-CNT a apporté son soutien au footballeur, dénonçant une grave atteinte au droit du travail<sup>26</sup>. Des voix se sont également élevées contre la sanction au nom de la défense des droits de l'homme. Dans un communiqué publié au début du mois de juillet, l'Institution nationale des droits de l'homme et de défense du peuple (INDDHH) a dénoncé une sanction qui « viole les droits de l'homme spécifiques du sportif mentionné, et qui s'étend, également, à l'exercice de ceux-ci sur le territoire national<sup>27</sup> ».

La FIFA a été la cible d'attaques virulentes dans la société uruguayenne. Le secrétaire général de l'Association uruguayenne de football (AUF), Alejandro Balbi, a ainsi déclaré que les puissantes fédérations italiennes et anglaises avaient exercé des pressions au sein de la FIFA pour que Suárez soit sévèrement sanctionné<sup>28</sup>. Ceci dans le but d'affaiblir l'équipe qui a contribué à l'élimination des sélections italiennes et anglaises et de mettre un terme à son parcours le plus rapidement possible. Ce qui était un simple fait de jeu est devenu source de tensions internationales. De nombreux articles dans la presse uruguayenne ont relayé cette idée d'une sanction imposée aux « petits » par les puissants.

---

<sup>23</sup> « La FIFA crucificó a Suárez y lo sacó del Mundial », *La República*, 26 juin 2014 ([www.republica.com.uy/la-fifa-crucifico-a-suarez-y-lo-saco-del-mundial](http://www.republica.com.uy/la-fifa-crucifico-a-suarez-y-lo-saco-del-mundial)) (nous traduisons).

<sup>24</sup> « La prensa uruguaya y las redes también están que muerden », *El Tiempo*, 26 juin 2014 ([www.eltiempo.com/deportes/futbol/sancion-mordisco-de-luis-suarez-medios-uruguayos-y-medios-del-mundo/14172719](http://www.eltiempo.com/deportes/futbol/sancion-mordisco-de-luis-suarez-medios-uruguayos-y-medios-del-mundo/14172719)).

<sup>25</sup> « Suárez no fue elegido para tener buenos modales": presidente uruguayo », *El Tiempo*, 26 juin 2014 ([www.eltiempo.com/mundial-brasil-2014/noticias/otras-noticias/presidente-de-uruguay-dijo-que-no-vio-que-suarez-haya-mordido-a-nadie/14170280](http://www.eltiempo.com/mundial-brasil-2014/noticias/otras-noticias/presidente-de-uruguay-dijo-que-no-vio-que-suarez-haya-mordido-a-nadie/14170280)) (nous traduisons).

<sup>26</sup> « PIT-CNT respaldó a Luis Suárez tras sanción de FIFA », *La República*, 26 juin 2014 ([www.republica.com.uy/pit-cnt-respaldo-a-luis-suarez](http://www.republica.com.uy/pit-cnt-respaldo-a-luis-suarez)).

<sup>27</sup> « INDDHH preocupada por la sanción a Suárez », *La República*, 3 juillet 2014 ([www.republica.com.uy/inddhh-preocupada-por-la-sancion-a-suarez](http://www.republica.com.uy/inddhh-preocupada-por-la-sancion-a-suarez)) (nous traduisons).

<sup>28</sup> « "Hay una conspiración contra Luis Suárez" », *La República*, 25 juin 2014 ([www.republica.com.uy/hay-una-conspiracion-contra-luis-suarez](http://www.republica.com.uy/hay-una-conspiracion-contra-luis-suarez)).

Cette rhétorique fait écho à la *garra charrua*<sup>29</sup>. Le passage qui suit d'un article de *La República* en est un exemple frappant : « Une fois de plus, l'Uruguay devra jouer dans l'adversité [...] puisant – comme il l'a toujours fait – dans la force spirituelle et la mystique historique d'une sélection qui trouve sa grandeur dans les moments les plus difficiles<sup>30</sup>. » La fronde uruguayenne ira jusqu'à la démission du sélectionneur uruguayen, Oscar Tabárez, de son poste au sein du comité stratégique de la FIFA<sup>31</sup>.

Mais la réaction la plus forte restera sans conteste celle du président uruguayen, Pepe Mujica. Le 30 juin, alors qu'il attend le retour de la sélection à l'aéroport après sa défaite face à la Colombie en huitièmes de finale, un journaliste lui demande ce qu'il retient du mondial. Pepe Mujica de répondre alors : « que la FIFA est une bande de vieux fils de putes<sup>32</sup>. » Cette déclaration suscite un véritable tollé dans le champ politique. L'opposition, qui avait été quasiment unanime pour dénoncer la sanction dont avait fait l'objet Luis Suárez, profite de ce dérapage pour réagir de manière virulente, notamment sur les réseaux sociaux. Certains n'hésitent d'ailleurs pas à dire que cette sortie trahit le fait que Mujica représente un pan de l'histoire de l'Uruguay faite d'intolérance, en référence à son engagement passé dans la guérilla. José Carlos Cardoso, membre du Parti national, a par exemple déclaré sur Twitter : « Hier le fantôme du passé les attendait à l'aéroport, celui de l'insulte et de l'intolérance. Le *barra brava* les attendait. Si seulement nous pouvions continuer à enterrer ce fantôme<sup>33</sup>. » Ainsi, un simple fait de jeu s'est transformé en objet de débat et de dispute politique interne.

## ENGOUEMENT POPULAIRE ET SÉCURITÉ PUBLIQUE : UNE VIOLENCE CARNAVALISÉE ?

Elargissons maintenant notre perspective d'analyse pour considérer certains enjeux liés à la charge passionnelle que suscite le football en Amérique latine. Il s'agit, dans un premier temps, de comprendre comment les stades de football et leurs alentours peuvent servir de terrain pour la mise en scène de rivalités entre supporters de différents pays. Lors de la Coupe du monde 2014, l'expression de ces rivalités dans un contexte global de fête internationale a entraîné des actions de « violence carnavalisée ». Puis, en nous appuyant sur le cas de la Colombie, nous présentons les dispositifs sécuritaires déployés par les pouvoirs publics pour contenir les débordements violents à la suite des matchs.

---

<sup>29</sup> Le style de jeu uruguayen a un nom bien spécifique qui s'intègre parfaitement dans la narration nationale qui s'impose au début du xx<sup>e</sup> siècle : la *garra charrua*. Elle peut se définir comme suit : « lutter de manière tenace face à des événements et un score adverse. Gagner face à un adversaire supérieur techniquement seulement à la force de la volonté et du tempérament. Jouer le tout pour le tout pour affronter des matchs en infériorité de condition. Se donner spirituellement à 100 % face à l'adversaire. » (F. Faccio, « El fútbol como espacio de producción de identidad: acerca de la "Garra Charrúa" », site internet de l'UNESCO ([www.unesco.org/uy/shs/fileadmin/templates/shs/archivos/anuario2006/art06\\_10.pdf](http://www.unesco.org/uy/shs/fileadmin/templates/shs/archivos/anuario2006/art06_10.pdf))). Les Charruas sont un peuple indigène exterminé par les Européens. Ils sont décrits par les intellectuels uruguayens de la fin du xix<sup>e</sup> siècle comme des sauvages desquels doit triompher la civilisation, incarnée par les Européens. D'après Florencia Faccio, le choix aurait été fait, par l'intelligentsia de l'époque, de prendre les Charruas comme ethnies « antécédentes qui homogénéiseraient la collectivité uruguayenne [...] évitant la fragmentation de la communauté imaginée » après leur extermination en 1831 sur les rives du torrent Salsipuedes. Les caractéristiques de ce peuple indigène ayant résisté durant de nombreuses années, malgré son infériorité militaire certaine, ont été récupérées par la nation uruguayenne et son équipe nationale de football.

<sup>30</sup> « La FIFA crucificó a Suárez y lo sacó del Mundial », *La República*, 26 juin 2014 ([www.republica.com.uy/la-fifa-crucifico-a-suarez-y-lo-saco-del-mundial/](http://www.republica.com.uy/la-fifa-crucifico-a-suarez-y-lo-saco-del-mundial/)) (nous traduisons).

<sup>31</sup> « Tabárez renuncia a cargo en la FIFA por sanción a Suárez », *La República* (Equateur), 27 juin 2014 ([www.larepublica.ec/blog/deportes/2014/06/27/tabarez-renuncia-cargo-fifa-por-sancion-suarez/](http://www.larepublica.ec/blog/deportes/2014/06/27/tabarez-renuncia-cargo-fifa-por-sancion-suarez/)).

<sup>32</sup> « Mujica: "Los de la FIFA son una manga de viejos hijos de puta" », *Ovación Digital*, 30 juin 2014 ([www.ovaciondigital.com.uy/mundial/pepe-mujica-fifa-son-manga.html](http://www.ovaciondigital.com.uy/mundial/pepe-mujica-fifa-son-manga.html)) (nous traduisons).

<sup>33</sup> « Críticas de la oposición por dichos de Mujica sobre la FIFA », *Ovación Digital*, 30 juin 2014 ([www.ovaciondigital.com.uy/mundial/repercusiones-dichos-mujica-fifa.html](http://www.ovaciondigital.com.uy/mundial/repercusiones-dichos-mujica-fifa.html)).

## Les tensions entre supporters nationaux : une mise en scène des rivalités

S'il faut une preuve de la passion que peut déclencher un événement comme la Coupe du monde sur le continent qui a vu naître Diego Maradona et Pelé, elle se trouve bien du côté des supporters latino-américains, Argentins et Chiliens en tête, qui ont littéralement envahi les villes hôtes brésiliennes. Selon les estimations du nombre de supporters attendus par pays publiées par la FIFA en mai 2014, l'Argentine et le Chili arrivaient respectivement en cinquième et huitième position<sup>34</sup>. Or, ce classement ne prenait en compte que les personnes ayant acheté des billets pour assister à des matchs de la compétition. L'ambiance de carnaval qui régna durant plus d'un mois sur la plage de Copacabana, les problèmes rencontrés aux postes frontaliers entre le Brésil et l'Argentine<sup>35</sup>, les campements improvisés dans plusieurs villes brésiliennes<sup>36</sup> ont démontré que les prévisions de la FIFA étaient bien en dessous de la réalité. Être présent en masse sur le territoire de « l'ennemi » brésilien semblait tout aussi important qu'obtenir un ticket pour assister à l'un des matchs de leur sélection nationale. Ce déplacement massif de supporters renvoie à des dynamiques bien connues d'invasion du territoire ennemi mises en exergue par des études sur les groupes de supporters les plus virulents (*ultras* et *hooligans* en Europe, *barras bravas* en Amérique latine)<sup>37</sup>. De fait, deux éléments centraux dans la vie de ces groupes – l'organisation d'un carnaval en tribune et les affrontements avec des groupes ennemis – ont traversé la compétition côté tribunes. Bien sûr, ces deux éléments se sont donnés à voir d'une manière bien moins intense et virulente que dans le cadre de matchs d'équipes locales. En effet, les membres des *barras bravas* qui étaient présents au Brésil représentaient une minorité de l'ensemble des supporters latino-américains présents. Cependant, force est de reconnaître que, côté tribunes, cette Coupe du monde n'était pas une compétition ordinaire.

Les matchs de la sélection argentine, et dans une moindre mesure de la sélection chilienne, ont été des moments extrêmement festifs dans les gradins. Ces rencontres étaient précédées de traditionnels *banderazos*. Ces rassemblements massifs de supporters sont un moment privilégié pour occuper l'espace public et brandir les drapeaux nationaux. Certains drapeaux géants peuvent être déployés tandis que des tambours et autres instruments à vents marquent le rythme des chants qui seront repris en tribune – pour celles et ceux qui pourront entrer dans le stade<sup>38</sup>. Cette invasion de l'espace public n'est pas allée sans heurts avec les autorités locales. Lors d'un *banderazo* organisé sur la plage de Copacabana, les supporters argentins ont voulu occuper l'avenue côtière et bloquer la circulation. Très rapidement, la police militaire est intervenue à grands renforts de gaz lacrymogènes et de coups de matraques<sup>39</sup>. Lors de ces *banderazos*, la notion d'occupation d'un territoire tiers par les supporters est largement mise en avant. Tandis que les Chiliens chantent, en plein cœur de Copacabana « et tu le vois / et tu le vois / nous sommes à domicile encore une fois<sup>40</sup> », les Argentins entonnent ce qui sera leur chant fétiche pendant toute la compétition et qui mérite d'être retranscrit dans sa totalité :

---

<sup>34</sup> « Argentina tendrá la quinta hinchada más numerosa del mundial », *Infobae*, 13 mai 2014 ([www.infobae.com/2014/05/13/1563921-argentina-tendra-la-quinta-hinchada-mas-numerosa-el-mundial](http://www.infobae.com/2014/05/13/1563921-argentina-tendra-la-quinta-hinchada-mas-numerosa-el-mundial)).

<sup>35</sup> « Hinchas argentinos colapsan paso internacional para ir a Brasil », *El Universal*, 24 juin 2014 ([www.eluniversal.com/deportes/brasil-2014/140624/hinchas-argentinos-colapsan-paso-internacional-para-ir-a-brasil](http://www.eluniversal.com/deportes/brasil-2014/140624/hinchas-argentinos-colapsan-paso-internacional-para-ir-a-brasil)); « Casi 50.000 Argentinos cruzaron la frontera hacia Brasil para ver la final », *Minuto Uno*, 13 juillet 2014.

<sup>36</sup> « Insólito: el campamento de los hinchas argentinos en la playa », *El Gráfico*, 16 juin 2014 (<http://elgraficodiario.infonews.com/2014/06/16/elgraficodiario-149708-insolito-el-campamento-de-los-hinchas-argentinos-en-la-playa.php>).

<sup>37</sup> Pour un résumé complet des études en sciences sociales sur les groupes de supporters, voir l'article de J. A. Castro Lozano, « Etnografía de hinchadas en el fútbol: una revisión bibliográfica », *Maguaré*, n° 24, 2010, pp. 131-156.

<sup>38</sup> Pour un exemple de *banderazo* chilien : [www.youtube.com/watch?v=vYu2FT5jLIA](http://www.youtube.com/watch?v=vYu2FT5jLIA), et pour un exemple argentin : [www.youtube.com/watch?v=haOGe\\_wX\\_7A](http://www.youtube.com/watch?v=haOGe_wX_7A).

<sup>39</sup> J. Prevosti, « Tensión entre los hinchas argentinos y la policía de Brasil, en el banderazo en Río de Janeiro », *Canchallena*, 14 juin 2014 (<http://canchallena.lanacion.com.ar/1701382-tension-en-el-banderazo-argentino-en-rio-de-janeiro>).

<sup>40</sup> « Y ya lo ves / y ya lo ves / somos otra vez locales. » (nous traduisons).

« Brésil, dis-moi ce que tu ressens  
D'avoir ton père dans ta maison  
Je te jure que même si les années passent  
Jamais nous n'oublierons  
Que Diego vous a dribblés  
Que Cani [Caniggia] vous a vaccinés  
Maradona est plus grand que Pelé<sup>41</sup>. »

Nous retrouvons ici les grands classiques des chants de supporters. Une différenciation entre « je/nous » (le groupe d'appartenance) et « vous/eux », cet autre dont il faut prouver l'infériorité. Cette mise en infériorité est marquée par une relation de paternité : les Argentins sont présentés comme une figure paternelle de Brésiliens infantilisés, qui ne peuvent qu'observer et regarder ce que les « adultes » font. Une paternité revendiquée depuis la victoire de l'Argentine sur le Brésil en huitième de finale du Mondial italien de 1990 grâce à un but de Caniggia. Mais une paternité avant tout liée à la figure de Maradona, présenté comme le supérieur incontestable d'un autre génie du football : Pelé. On retrouve également l'idée d'une incapacité du pays qui accueille à défendre convenablement son territoire. Les Argentins font ce qu'ils veulent dans la « maison » de leurs hôtes brésiliens. L'ensemble de ces chants seront repris dans les tribunes lors des matchs des sélections chiliennes et argentines. Il faut reconnaître que l'ambiance lors des matchs de la sélection argentine était bien plus survoltée que celle de tout autre match de cette compétition. Les rythmes choisis provenaient du répertoire de chants des *barras bravas*. Par exemple, la phrase « Brésil, dis-moi ce que tu ressens » provient, originellement, d'une chanson de la *barra* du club de San Lorenzo intitulée « *Dale Matador* ».

L'adversaire peut également être conquis et dénigré en étant considéré comme dépourvu des attributs d'une masculinité hétérosexuelle active. Les répertoires mobilisés traduisent par ailleurs le machisme et l'homophobie ambiants parmi les groupes de supporters de football. Le chant entonné par les supporters mexicains lors des dégagements du gardien de but adverse a ainsi suscité une polémique au sein de la FIFA. Le « eeeeeehhhh » qui précède le dégagement du gardien laisse place, lorsqu'il touche le ballon, à l'expression « pédé » (« *puto* »)<sup>42</sup>. La FIFA a mené une enquête à propos de ces chants homophobes mais n'a finalement pas pénalisé le Mexique. Cette rhétorique a également été utilisée par les supporters argentins et chiliens lorsqu'ils se sont rencontrés sur la plage de Copacabana. Si les paroles de la majorité des chants des *banderazos* ont vocation à soutenir leur sélection, lorsque les deux groupes se sont rencontrés, elles ont été immédiatement modifiées pour les transformer en insultes à l'adresse de l'autre groupe. Tandis que les Argentins entonnaient de très évocateurs « si tu es chilien, pédé ! Tu veux te tuer » (« *si sos Chileno, puto ! Te querés matar* »), les Chiliens répondaient par des paroles du type « celui qui ne saute pas est Argentin homosexuel » (« *el que no salta es Argentino maricón* »). En certaines occasions, les affrontements verbaux ont dérapé en affrontements physiques<sup>43</sup>.

De fait, les affrontements physiques sont l'autre face de ce carnaval intense. Comme le décrit justement John Castro Lozano, « *l'aguante* est carnaval et combat. Le carnaval est la manière par laquelle les supporters laissent déborder leurs sens et leurs limites et se rapprochent du bonheur par le simple fait d'être supporter de l'équipe et de l'encourager depuis la tribune. [...] Le combat est la manière par laquelle les supporters cherchent à obtenir le respect d'autrui par le moyen de l'agression physique<sup>44</sup> ». L'*aguante* (du verbe *aguardar* qui signifie « tenir ») est cette manière de présenter un corps résistant face aux coups adverses mais également face à la fatigue physique engendrée par cette ferveur

---

<sup>41</sup> « *Brasil, Decime que se siente / Tener en casa a tu papà / Te juro que aunque pasen los años / Nunca nos vamos a olvidar / Que el Diego los gambeteo / Que el Cani los vacuno / Maradona es más grande que Pelé* ». Cette chanson a d'ailleurs fait l'objet de plusieurs reprises et adaptations, comme celle du chanteur colombien Carlos Vives avant la rencontre Brésil-Colombie en quarts de finale ([www.youtube.com/watch?v=7UtoIlvE2eA](http://www.youtube.com/watch?v=7UtoIlvE2eA)).

<sup>42</sup> Voir notamment lors du match Mexique-Cameroun : [www.youtube.com/watch?v=D5CLrRc4Ddg](http://www.youtube.com/watch?v=D5CLrRc4Ddg).

<sup>43</sup> Deux vidéos illustrent cela : [www.youtube.com/watch?v=c8f4CCtfyWw](http://www.youtube.com/watch?v=c8f4CCtfyWw) et [www.youtube.com/watch?v=1tA0Yf4sfMo](http://www.youtube.com/watch?v=1tA0Yf4sfMo).

<sup>44</sup> J. A. Castro Lozano, *op. cit.*, p. 149 (nous traduisons).

à supporter et à encourager en tribune ; elle est un attribut proprement *barrista*. Cependant, le carnaval observé en tribunes lors de certains matchs du Mondial a été accompagné de quelques débordements violents. Des débordements que les organisateurs voulaient éviter à tout prix, notamment en empêchant le plus possible les *barristas* et les *hooligans* de passer la frontière. Néanmoins, tous ne sont pas connus des services de police et la venue sur le territoire brésilien d'environ 1 200 *barristas* argentins et 5 000 *hooligans* anglais avait été envisagée. De fait, l'une des craintes des organisateurs était de voir éclater des affrontements entre Anglais et Argentins<sup>45</sup>. Déjà en 1986, *hooligans* anglais et *barristas* argentins s'étaient affrontés physiquement lors du Mondial au Mexique. Et rien ne présageait une accalmie lorsque les supporters argentins entonnaient fièrement lors des *banderazos* : « nous sommes la bande de fou d'Argentine / celle qui n'oubliera jamais les Malouines<sup>46</sup> » ; ou lorsque la représentante légale des Supporters argentins unis (Hinchadas Unidas Argentinas)<sup>47</sup> déclarait, avant le Mondial : « Nous n'irons pas au mondial pour nous battre. Mais les *barras* argentines se souviennent. Ni oubli ni pardon. Nous savons tous ce qu'il s'est passé en 1982<sup>48</sup>. » Au final, aucun affrontement entre Anglais et Argentins n'a été rapporté à notre connaissance. Les incidents les plus graves se sont déroulés avant, pendant et durant la finale entre l'Allemagne et l'Argentine, lors de bagarres entre supporters brésiliens et argentins. A la suite de ces événements, plus de quatre-vingt blessés ont été dénombrés – dont plusieurs policiers – et près de trente personnes ont été arrêtées<sup>49</sup>. Nous pourrions également évoquer l'entrée en force et sans billets d'une centaine de supporters chiliens dans le stade Maracanã (certes plus picaresque que violente) le 18 juin à l'occasion du match entre le Chili et l'Espagne. Une technique bien connue de certaines *barras bravas* lorsque le stade est rempli et que leurs membres veulent entrer rapidement pour installer les éléments nécessaires au carnaval organisé en tribune<sup>50</sup>.

Au-delà des affrontements historiques entre supporters et des tensions provoquées par la présence des *barras bravas* sur le territoire brésilien, la Coupe du monde a également soulevé des enjeux publics sur le territoire des pays engagés. Les résultats des équipes nationales sont vécus comme des événements sociaux hors du commun, qui génèrent parfois des débordements. Ainsi, les victoires de l'équipe colombienne ont été synonymes de défis d'action publique pour les autorités colombiennes qui ont dû faire face à des vagues de violence lors des célébrations des victoires.

### Les violences post-victoires comme enjeu de sécurité publique en Colombie

Après seize ans d'absence de la Coupe du monde, la Colombie a accompli un parcours presque sans faute pendant les qualifications pour le Mondial brésilien, se classant deuxième du groupe Amérique du Sud. Ce retour en force a été accompagné d'un optimisme bien plus mesuré que dans les années 1990, dans un contexte politique, économique et social très différent de celui des années sombres du pays.

---

<sup>45</sup> « Mundial : temen más por los barras argentinos que por los hooligans ingleses », *Cronista*, 21 mai 2014 ([www.cronista.com/negocios/Mundial-temen-mas-por-los-barras-argentinos-que-por-los-hooligans-ingleses-20140521-0007.html](http://www.cronista.com/negocios/Mundial-temen-mas-por-los-barras-argentinos-que-por-los-hooligans-ingleses-20140521-0007.html)).

<sup>46</sup> « Esta es la banda loca de la Argentina / la que de las Malvinas nunca se olvida ».

<sup>47</sup> Il s'agit d'un groupe composé de différentes *barras bravas* argentines créé en 2010. L'objectif initial de cette organisation était d'unir plusieurs *barras bravas* pour supporter la sélection argentine lors du Mondial 2010 en Afrique du Sud. Elle a été créée sous les auspices d'un dirigeant kirchneriste, Marcelo Mallo. Son existence a nourri de nombreux débats. Elle se serait autodissoute en juin 2014.

<sup>48</sup> « No iremos al Mundial a pelearnos. Pero los barras argentinos tenemos memoria. Ni olvido ni perdón. Todos sabemos lo que pasó en el 82. » W. Iglesias, « Los barrabravas argentinos desafían a los hinchas ingleses », *Clarín*, 22 mai 2014 ([www.clarin.com/deportes/barrabravas-argentinos-desafian-hinchas-ingleses\\_0\\_1142885828.html](http://www.clarin.com/deportes/barrabravas-argentinos-desafian-hinchas-ingleses_0_1142885828.html)).

<sup>49</sup> « 80 heridos y más de 30 detenidos dejan enfrentamientos entre hinchas brasileños y argentinos en el Maracanã y Copacabana », *Enfoque Noticias*, 13 juillet 2014.

<sup>50</sup> « Hinchas chilenos entran a la fuerza al Maracanã », *El Telégrafo*, 18 juin 2014 ([www.telegrafo.com.ec/mundial-2014/item/hinchas-chilenos-entran-a-la-fuerza-al-maracana.html](http://www.telegrafo.com.ec/mundial-2014/item/hinchas-chilenos-entran-a-la-fuerza-al-maracana.html)).

Malgré la poursuite du conflit armé et le climat d'insécurité généralisée dans le pays, la Colombie de 2014 est un pays en profonde mutation. La bonne santé économique du pays (avec une croissance continue depuis quinze ans<sup>51</sup>), l'évolution positive du climat social (avec l'amorce d'une négociation de paix avec les Forces armées révolutionnaires de Colombie en 2011) et une équipe de football incarnant l'unité de tout un pays ont permis aux Colombiens d'aborder le Mondial avec maturité et optimisme. Le président de la République Juan Manuel Santos ne s'est d'ailleurs pas privé de jouer la carte de l'unité nationale autour de l'équipe de foot pour valoriser le processus de paix en cours, demandant au peuple colombien de faire barrage à la guerre et aux détracteurs du processus de paix :

« Après seize années nous retournons à une Coupe du monde et nous y retournons dans des circonstances très particulières. Nous sommes actuellement parmi les cinq meilleures équipes du monde selon la FIFA et cette équipe, avec le leadership du professeur Pekerman, est dès maintenant et pour les cinquante prochains jours le plus grand symbole de l'unité nationale<sup>52</sup>. »

Après la réalisation en 2011, par le ministère de la Défense, d'un spot publicitaire s'appuyant sur le football pour encourager les guérilléros à se démobiliser<sup>53</sup>, l'enjeu footballistique redevient en 2014 un instrument de pacification pour le gouvernement. L'équipe colombienne est devenue le symbole de l'unité nationale ; la devise inscrite sur son maillot – « Unis pour un pays » – a été mobilisée à plusieurs reprises par Juan Manuel Santos, candidat à la réélection, à l'occasion des élections présidentielles de mai et juin 2014. Le deuxième match de poule (contre la Grèce) se jouant entre les deux tours de l'élection, les performances sportives de l'équipe nationale pouvaient ainsi peser sur le contexte de la campagne électorale.

Si le président-candidat Juan Manuel Santos a été réélu le 15 juin au lendemain de la première victoire de l'équipe nationale face à la Grèce (trois buts à zéro), sa victoire politique a suscité un engouement bien moindre que la victoire sportive. Toutefois, la célébration de la victoire a été limitée par l'échéance électorale et les mesures spéciales d'ordre public habituellement appliquées en ce type d'occasions : interdiction sur l'ensemble du territoire national de vendre et de consommer de l'alcool dans les lieux publics (connue sous le nom de la « loi sèche ») ou encore prohibition du port d'armes – même avec permis – par les populations civiles. Malgré ces précautions, les célébrations ont connu des débordements qui se sont soldés par neuf morts et une centaine de blessés, tandis que plus de 3 200 rixes étaient répertoriées par les forces de l'ordre dans la seule ville de Bogota<sup>54</sup>.

A l'ivresse de la victoire a succédé le réveil tragique d'une société qui ne saurait pas gérer ses émotions et qui vivrait encore dans un climat de conflictualité. En réponse, l'Etat a décidé d'appliquer, les jours de matchs, le régime spécial instauré avant les élections. Ainsi, pour les matchs suivants, les Colombiens résidant dans les villes les plus importantes du pays se sont vus privés de célébrations alcoolisées dans les lieux publics et ont vu le nombre de contrôles policiers augmenter considérablement. Ces mesures ont été efficaces au moins pour les deux derniers matchs de la phase de poule. Les différentes actions publiques mises en œuvre lors des matchs contre la Côte d'Ivoire puis le Japon ont permis de réduire le nombre de débordements violents liés à la célébration, et surtout d'éviter les morts violentes. Cependant, lors de la fête de la victoire face à l'Uruguay en huitième de finale (meilleur résultat de tous les temps de l'équipe nationale), les dispositifs de sécurité ont vite été débordés, et

---

<sup>51</sup> D'après les données de la Banque de la république de Colombie, ces quinze dernières années, la croissance de l'économie colombienne a été soutenue avec une moyenne annuelle de 3,2 %.

<sup>52</sup> Extrait traduit du discours du président Juan Manuel Santos lors de la cérémonie de lever du drapeau national pour l'équipe de football de la Colombie, le 23 mai 2014.

<sup>53</sup> Ministère de la Défense de Colombie, « Guerrillero: Su familia y Colombia lo esperan para hacer un solo equipo » ([www.youtube.com/watch?v=tN7YVZ4PWd4](http://www.youtube.com/watch?v=tN7YVZ4PWd4)). Le spot se termine par le slogan suivant : « Démobilise-toi. Reviens au jeu » (« *Desmovilicese. Vuelva a jugar* »).

<sup>54</sup> « ¿Por qué los bogotanos no saben celebrar? », *El Tiempo*, 16 juin 2014 ([www.eltiempo.com/bogota/los-colombianos-no-saben-celebrar/14130475](http://www.eltiempo.com/bogota/los-colombianos-no-saben-celebrar/14130475)).

ce, malgré l'intervention des joueurs eux-mêmes à la fin du match invitant les Colombiens à célébrer en paix ce triomphe historique : « c'est une victoire de toute l'équipe, maintenant il faut profiter et célébrer en paix dans toutes les régions du pays » (James Rodriguez) ; « c'est magique, c'est magique. On est en quart de finale du Mondial, mais je vais demander à tout le monde en Colombie de célébrer tranquillement en paix » (Mario Yepes, capitaine de la sélection).

Malgré ces appels au calme et les mesures de sécurité mises en œuvre, huit personnes ont trouvé la mort durant les célébrations de cette qualification censée renforcer l'unité nationale. Toutes les précautions prises pour le match suivant face au Brésil se sont révélées inutiles en raison de la défaite de l'équipe nationale. Celle-ci a été facilement encaissée avec dignité et résignation, accréditant l'idée que les Colombiens seraient mieux à même de gérer leurs défaites que de célébrer leurs victoires.

En conclusion, la préparation et le déroulement de la Coupe du monde 2014 nous a permis de mettre à jour certains processus de politisation d'un événement sportif planétaire. Nous avons ainsi montré comment la narration officielle des pouvoirs publics brésiliens et de la FIFA présentant la Coupe du monde comme un événement éminemment positif pour le Brésil a peu à peu été mise en concurrence par des narrations alternatives. Dans un contexte socio-économique particulier (ralentissement de la croissance économique, fortes attentes sociales), l'organisation de la Coupe du monde est devenue un objet de dissensus politique. A travers « l'affaire Suárez » et ses répercussions en Uruguay, nous avons aussi constaté qu'un fait de jeu pouvait également être investi politiquement. Enfin, nous avons vu que la mise en scène des rivalités entre supporters, et dans certains cas – comme en Colombie – les célébrations des victoires, pouvaient constituer des enjeux de politiques publiques. Le football peut donc être appréhendé non comme la simple « continuation de la politique par d'autres moyens<sup>55</sup> », mais comme un objet directement investi par le politique et imbriqué dans la compétition politique.

---

<sup>55</sup> P. Boniface, « Coupe du monde : le foot, continuation de la politique par d'autres moyens ? », *Le Figaro*, 30 mai 2014 ([www.lefigaro.fr/vox/societe/2014/05/30/31003-20140530ARTFIG00298-coupe-du-monde-le-foot-continuation-de-la-politique-par-d-autres-moyens.php](http://www.lefigaro.fr/vox/societe/2014/05/30/31003-20140530ARTFIG00298-coupe-du-monde-le-foot-continuation-de-la-politique-par-d-autres-moyens.php)).